

# En Grèce comme ailleurs, grève générale !

Aujourd'hui, en 2010, la Grèce doit faire face à un endettement de plus de 120 % de son PIB et à un déficit budgétaire énorme. Si cette situation est le résultat des récentes crises financières et économiques mondiales, elle est aussi due aux mensonges et manipulations des classes dirigeantes grecques qui ont délibérément caché la réalité désastreuse de l'économie du pays. Concrètement, dans la vie sociale, cette crise se traduit par un chômage de plus de 10 % touchant principalement les jeunes (29 % d'entre eux sont aujourd'hui demandeurs d'emploi) et une inflation de plus de 2,8 %.

Pour surmonter cette crise, le gouvernement grec a passé un accord avec le Fonds monétaire international (FMI) et l'Union économique et monétaire (UEM) qui prévoient d'accorder à la Grèce un prêt de 110 milliards d'euros contre la garantie d'un engagement de l'État grec à appliquer un certain nombre de mesures d'austérité pour diminuer et limiter considérablement ses dépenses. Mais au lieu de taxer et de prendre l'argent dans les caisses bien remplies du patronat, c'est une fois encore les classes populaires qui subissent le contrecoup de la crise capitaliste : augmentation de la TVA (qui passe de 21 % à 23 %), augmentation

de 10 % des taxes sur le carburant, l'alcool et le tabac, gel des salaires et des retraites des fonctionnaires, et diminution considérable des aides sociales. Pour sauver le capital, c'est donc encore dans les poches du peuple que l'État va chercher les sous, et non dans celles des dirigeants politiques, des financiers et du patronat qui depuis des années s'enrichissent en exploitant le prolétariat et en spéculant à outrance sur les marchés.

Mais les Grecs n'entendent pas se laisser ainsi spolier et organisent une riposte sociale. Le 5 mai 2010, la grève générale est proclamée et paralyse le pays avec plus de 80 % de grévistes dans le secteur public et plus de 60 % dans le privé. Le jour même, plus de 50 000 Athéniens battaient le pavé de la capitale grecque pour protester contre les mesures d'austérité du gouvernement et appeler « les peuples d'Europe à se soulever ». Car la crise que connaît aujourd'hui la Grèce menace aussi les autres pays européens, notamment l'Espagne et le Portugal où les déficits budgétaires et les endettements sont aussi particulièrement conséquents. Nul doute que la réponse des gouvernements se traduira, là aussi, par une coupe dans les salaires et les retraites et par une augmentation considérable des impôts.

Pour mettre un terme à ces crises économiques chroniques et endémiques, nous devons sortir de ce qui les engendre et les porte, le système capitaliste. L'exemple grec nous a montré que l'État et les élus – de droite comme de gauche – n'auront pour seule préoccupation que de protéger les intérêts et les privilèges des riches et des puissants, en taxant et volant toujours plus les classes populaires. Pour nous sortir de ce système d'exploitation, nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes et sur les luttes que nous saurons construire et gérer collectivement. La Fédération anarchiste soutient la révolte du peuple grec et appelle à la grève générale dans tous les autres pays du monde pour en finir avec le capitalisme et l'État qui, depuis trop longtemps, nous exploitent et nous oppriment.

**Fédération anarchiste**

